



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 277
(Privé)

Loi modifiant la charte de la ville de Beauport

Présentation

Présenté par
M. Michel Després
Député de Limoilou

Éditeur officiel du Québec
1993

Projet de loi 277

(Privé)

Loi modifiant la charte de la ville de Beauport

ATTENDU que la ville de Beauport a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 91 des lois de 1975 et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 411 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la ville par l'insertion, après le paragraphe 1°, du suivant :

«2° a) Pour autoriser les fonctionnaires ou employés municipaux à entrer, en tout temps, dans les édifices publics, les établissements industriels, les lieux d'amusements, les hôtels, les maisons à appartements, les institutions d'enseignement et de charité et dans tous autres locaux ou endroits où des substances explosives, des copeaux, des déchets ou autres objets, articles ou marchandises de nature à provoquer un incendie sont placés ou gardés, afin de constater si ces substances explosives, copeaux, déchets ou autres objets, articles ou marchandises sont ainsi gardés ou placés de manière à offrir, dans l'opinion de ces fonctionnaires ou employés, un danger d'incendie;

b) Pour obliger tout propriétaire, locataire, occupant, gardien ou surveillant de tous tels édifices publics, établissements industriels, lieux d'amusements, hôtels, maisons à appartements, institutions d'enseignement et de charité, ainsi que tous autres locaux ou endroits où sont placés et gardés des matières explosives, des copeaux, des déchets ou autres objets, articles ou marchandises de nature à

provoquer un incendie, à les placer et les garder de façon que, dans l'opinion de ces fonctionnaires ou employés, ils ne puissent provoquer aucun incendie; pour conférer aux fonctionnaires et employés municipaux le pouvoir d'ordonner qu'ils soient placés de manière à ne présenter aucun danger d'incendie, et pour prescrire qu'à défaut d'obéissance à ce règlement ou aux ordres ainsi donnés ils seront enlevés aux frais de la personne qui ne s'y conforme pas; celle-ci est en outre passible de la peine que peut prescrire le conseil dans les limites autorisées par la présente loi. ».

2. L'article 412 de cette loi est modifié pour la ville:

1° par l'insertion, après le paragraphe 20.1°, du suivant:

«20.2° Pour fixer le tarif des frais de tout déplacement ou remorquage d'un véhicule stationné en contravention d'une disposition adoptée sous l'autorité de la présente loi ou du Code de la sécurité routière. Dans tous les cas où il est prévu qu'un véhicule peut être déplacé ou remorqué pour une infraction relative au stationnement, le montant prescrit des frais de déplacement ou de remorquage peut être réclamé sur le constat d'infraction et perçu par le percepteur conformément aux articles 321, 322 et 327 à 331 du Code de procédure pénale (1987, chapitre 96); »;

2° par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 23.1° par le suivant:

«23.1° *a*) Pour obliger, dans les secteurs de la ville qu'il détermine, tout propriétaire, locataire, possesseur ou occupant, à quelque titre que ce soit, de tout bâtiment à y installer un ou plusieurs des appareils ou équipements suivants: un détecteur de fumée, un détecteur de chaleur, un système d'alarme, un gicleur automatique, un extincteur, un boyau d'incendie, un autre appareil ou équipement destiné à avertir en cas d'incendie ou à éteindre ou combattre le feu, un appareil ou équipement de sauvetage en cas d'incendie; »;

3° par le remplacement des sous-paragrophes *a* et *b* du paragraphe 44.1° par les suivants:

«44.1° *a*) Pour réglementer ou prohiber les systèmes d'alarme, certaines catégories d'entre eux ou les systèmes d'alarme ou certaines catégories d'entre eux qui sont installés dans certaines catégories de bâtiments ou d'établissements; pour réglementer le fonctionnement des systèmes d'alarme, exiger un permis à cette fin et fixer les conditions d'obtention du permis;

b) Pour réclamer le remboursement des frais encourus par elle dans les cas de défectuosité, de mauvais fonctionnement ou lorsque

de tels systèmes sont déclenchés inutilement; pour définir dans quel cas une alarme est déclenchée inutilement;»;

4° par l'insertion, après le sous-paragraphe *e* du paragraphe 44.1°, des suivants:

«*f*) Pour obliger tout propriétaire, locataire, possesseur ou occupant, à quelque titre que ce soit, de tout immeuble ou de toute catégorie d'immeubles à pourvoir cet immeuble de tout élément de construction, appareil, dispositif, système d'alarme, mécanisme ou équipement destinés à assurer ou préserver la sécurité des biens ou la santé et la sécurité des personnes ou à prévenir le crime;

«*g*) Pour obliger tout propriétaire, locataire, possesseur ou occupant, à quelque titre que ce soit, d'un immeuble dans ou sur lequel sont installés ces éléments de construction, appareil, dispositif, mécanisme ou équipement, à les maintenir constamment en parfait état de fonctionnement;

«*h*) Pour accorder une subvention, dans les secteurs de la ville qu'il détermine ou pour certaines catégories de bâtiments, pour défrayer les coûts d'installation de tels appareils, dispositifs, mécanismes ou équipements selon les conditions déterminées par règlement, ces subventions pouvant être uniformes ou différentes dans les divers secteurs de la ville en regard des diverses catégories de bâtiments ou en fonction d'une combinaison de ces critères de distinction;

«*i*) Pour obliger toute personne, société, compagnie ou corporation qui construit des conduits souterrains dans les rues, voies ou places publiques de la ville, à réserver dans ces conduits un compartiment suffisant pour que la ville puisse y placer, à ses risques et périls, des fils pour les systèmes d'alarme et de patrouille de la ville, pourvu que ces fils soient installés et maintenus par les propriétaires de ces conduits, s'ils le désirent. Mais, dans ce cas, la ville devra indemniser ladite compagnie ou personne pour les frais additionnels que lui occasionnera la réserve de ces compartiments; ces frais devant être établis par arbitrage, à défaut d'entente entre les parties. ».

3. L'article 414 de cette loi est modifié pour la ville:

1° par le remplacement du paragraphe 7° par le suivant:

«7° *a*) Pour permettre, moyennant le paiement d'une licence, et réglementer ou prohiber la pose ou la vente de placards, d'affiches, de photographies et d'annonces;

b) Pour prohiber l'affichage ou l'exposition de placards indécents et de peintures, dessins, photographies, statues ou inscriptions obscènes dans toute rue ou place publique ou tout endroit visible de toute rue ou place publique;

c) Pour stipuler des exigences relatives aux lieux où il est permis ou interdit de poser, faire poser ou maintenir des placards, affiches et annonces; pour exiger qu'une mention spécifique, identifiant les personnes qui les ont réalisés, ou pour le compte de qui ils ont été posés, maintenus, vendus ou réalisés, y apparaisse; pour ordonner, au cas de dérogation au règlement, leur suppression et la remise en état des lieux, dans un délai imparti ou, à l'expiration de ce délai, autoriser la ville à procéder elle-même à leur suppression et à la remise en état des lieux.»;

2° par l'insertion, après le paragraphe 13°, du suivant:

«14° Pour réglementer les salons de massages.».

4. L'article 415 de cette loi est modifié pour la ville:

1° par le remplacement du paragraphe 6° par le suivant:

«6° a) Pour établir et entretenir les endroits ou bâtiments où peuvent stationner les véhicules automobiles, installer des chronomètres de stationnement et fixer des tarifs pour l'usage de ces endroits;

b) Pour construire, acquérir ou autrement établir, exploiter et administrer des garages pour le remisage des véhicules automobiles ainsi que des parcs de stationnement hors rues, sous la surface des rues, ruelles, parcs et places publiques et en permettre l'usage au public ou en louer les espaces, de façon exclusive, à certaines personnes;

c) Pour réglementer ou prohiber le stationnement des véhicules aux endroits qu'il détermine dans les rues, ruelles, places publiques ou sur tous terrains publics ou privés appartenant à la ville et dont elle a l'usage ou la possession, y compris ceux situés en dehors de ses limites territoriales utilisés pour son service d'aqueduc, ainsi que dans ses garages ou parcs de stationnement où le public a accès; pour établir un tarif des prix exigibles et la manière de percevoir les montants ainsi fixés pour le stationnement des véhicules dans certains de ces endroits; pour limiter le stationnement à certaines catégories de véhicules;

d) Pour interdire aux conducteurs de véhicules de stationner ou de laisser leurs véhicules sur un terrain privé résidentiel sans

l'autorisation du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain ou sur un terrain appartenant à la ville ou à l'un de ses organismes, mandataires ou agents, lorsque le stationnement public n'y est pas autorisé; pour prévoir le remorquage et le remisage de ces véhicules, aux frais de leurs propriétaires; pour exiger au préalable la plainte écrite de l'infraction par le propriétaire ou l'occupant du terrain ou leur représentant. »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 39°, du suivant:

«40° a) Pour prohiber ou réglementer la circulation de tout véhicule dans les rues, ruelles et places publiques de la ville;

b) Pour prohiber temporairement la circulation des véhicules dans certaines rues ou parties de rues et y permettre des installations temporaires à l'usage du public. Toutefois, ces installations doivent être faites de façon à assurer aux propriétés riveraines des moyens de livraison à certaines heures et les services municipaux requis;

c) Pour accorder le droit exclusif à certaines personnes de stationner leur véhicule sur la chaussée de certaines rues aux conditions énumérées dans le règlement. ».

5. Personne ne peut, sans l'autorisation de la ville, utiliser le sceau de la ville, son écusson ou son symbole graphique.

6. Il est défendu à qui que ce soit, sauf aux propriétaires riverains, lesquels ne tombent pas sous l'effet de la présente loi, de se servir de canots, chaloupes ou autres embarcations pour naviguer sur le lac Des Roches, d'y pêcher, de s'y baigner ou d'y utiliser une planche à voile.

L'utilisation d'embarcations à moteur par quiconque sur le lac Des Roches est prohibée en tout temps.

Est un propriétaire riverain, au sens du présent article:

a) toute personne propriétaire ou occupant à titre de locataire ou d'usufruitier d'un terrain ayant front sur le lac Des Roches sur lequel est érigé un chalet ou cottage d'une valeur d'au moins dix mille dollars;

b) tout membre de la famille de tel propriétaire ou occupant, demeurant chez ce dernier;

c) les hôtes de tel propriétaire ou occupant.

Toute personne contrevenant aux dispositions du présent article ou qui souille ou infecte d'une manière quelconque les eaux d'un ruisseau, d'une source, d'un lac, d'un étang ou d'une rivière servant à l'alimentation de l'aqueduc de la ville, ou toute personne qui, volontairement, souille ou infecte la prise d'eau de l'aqueduc, que cette prise d'eau soit gelée ou non, ou toute personne qui dépose dans cette prise d'eau ou sur la glace d'icelle des corps d'animaux morts ou toute autre matière nuisible est passible d'une amende n'excédant pas 1 000 \$.

7. L'article 1 de la Loi modifiant la charte de la ville de Beauport (1983, chapitre 61) est modifié par la suppression du paragraphe 1°.

8. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).